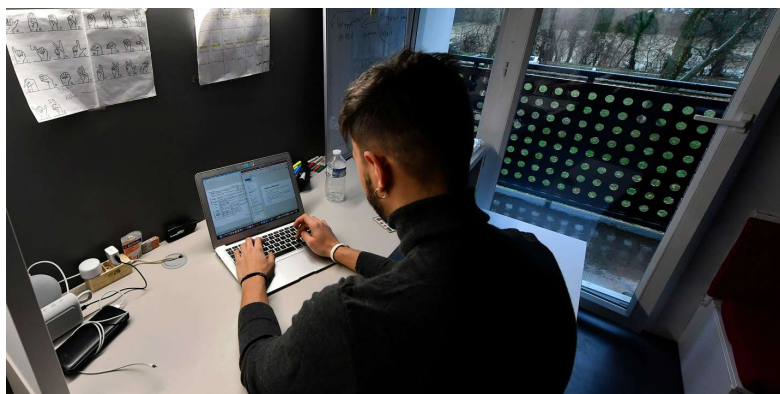




Enseignement supérieur : « Nous ne pouvons plus minimiser les séquelles de la crise »



- Opinions
- Universités

Tribune

Gabriel Galvez-Behar

Universitaire

Le professeur des universités Gabriel Galvez-Behar dénonce, dans une tribune au « Monde », la dégradation des conditions de vie des étudiants et réclame au ministère de l'enseignement supérieur des moyens pour y faire face.

Publié aujourd'hui à 05h00 Temps de Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés

Tribune. L'accueil des étudiants en présentiel, décidé par le président de la République le 21 janvier, permettra peut-être de limiter les effets nocifs d'un enseignement à distance imposé. La mise en place de cette mesure est cependant difficile du fait des contraintes – une limite à 20 % des capacités d'accueil, les problèmes de restauration des étudiants –, du retard mis à fixer le cadre réglementaire – le décret autorisant ce retour a été publié plus d'une semaine après l'annonce – et enfin de la versatilité des décisions – celle du chef de l'Etat annulant celles que le premier ministre avait prises une semaine plus tôt.

Lire aussi : La délicate équation du retour des étudiants un jour par semaine

Ces incohérences ne contribuent pas à entretenir la mobilisation de la communauté universitaire ; elles nourrissent plutôt son sentiment de découragement. En effet, cet épisode est le dernier d'une longue série d'atermolements qui caractérisent la gestion de la crise par le ministère de l'enseignement supérieur. Curieusement, au début de l'année universitaire, ce dernier a fait preuve d'une détermination autrement plus forte pour mener à son terme une loi de programmation de la recherche critiquée par la quasi-unanimité de la communauté, ou pour laisser entamer les prérogatives du Conseil national des universités. Il a ainsi choisi ses priorités, laissant les établissements et leurs personnels préparer une rentrée de septembre souvent avec les moyens du bord.

La suspension des enseignements en présentiel, à la fin du mois d'octobre, avait déjà



été ressentie comme la négation de tous ces efforts. La décision était d'autant plus incompréhensible que l'enseignement secondaire, les classes préparatoires et les sections de technicien supérieur conservaient un enseignement présentiel, voire des cours à effectifs complets. Le passage au distanciel à l'université n'a jamais été justifié chiffres à l'appui, et la ministre Frédérique Vidal a reconnu, à l'Assemblée nationale, que nous ne savions pas quelles étaient les conditions de diffusion du virus sur les campus. Pourtant, c'est bien dès ce moment que, sur le terrain, on pouvait sentir les effets délétères que ne manquerait pas de causer une telle mesure. La Conférence des présidents d'université elle-même avait donné l'alerte.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi Dans les universités, un sentiment d'épuisement s'installe après une rentrée de janvier confuse

Le ministère aura attendu les vacances de Noël pour publier une ordonnance permettant d'organiser des examens qui l'étaient déjà par la force des choses, ainsi qu'une circulaire dont les derniers revirements auront empêché la pleine application. Le jeudi 7 janvier, le premier ministre n'eut aucun mot pour les 2,7 millions d'étudiants dont les médias mettaient déjà en lumière le malaise, voire la détresse. Face à l'émotion suscitée par les actes désespérés de plusieurs étudiants, le gouvernement a renforcé sa communication et tente de prendre la mesure du problème.

Pour un cadre stable et cohérent

Bien entendu, on peut comprendre les difficultés des autorités pour décider des mesures appropriées dans un tel contexte. Mais celles et ceux qui les mettent en œuvre sont en droit d'attendre que l'on tienne compte de leurs propres contraintes et qu'on leur donne un cadre de travail qui ne soit pas éphémère. Il est impossible de préparer une rentrée la veille pour le lendemain. Il est aussi impossible de croire que le basculement des enseignements en distanciel n'aura pas eu d'incidence forte sur la qualité des formations.

En dépit de la mobilisation des équipes pédagogiques et administratives, les conditions d'enseignement actuelles sont tellement dégradées que la présente génération d'étudiants paie un lourd tribut à cette crise, sans parler des effets psychologiques maintenant identifiés. M^{me} Vidal refuse de parler de génération sacrifiée mais, sans action forte et concrète, cette réaction s'apparentera simplement à un déni.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi Universités : enseignants au bord du burn-out

Pour ne plus courir de manière erratique après la crise, il faut donner aux établissements d'enseignement supérieur, pour la fin de l'année en cours, un cadre stable et cohérent vis-à-vis de ce qui se décide dans d'autres secteurs de l'enseignement. Cette exigence est rendue encore plus urgente par la menace d'un confinement. Cela passe par l'ajournement de certaines échéances et par une redistribution de certaines priorités. A cet égard, le report des campagnes d'évaluation du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur va sans doute dans le bon sens s'il peut permettre de se concentrer sur l'urgence du moment.

Il faut aussi admettre que la formation des étudiants aura été dégradée, et il est donc impératif d'y remédier dans les années futures. Pour cela, il faut non seulement préparer dès à présent la rentrée de l'année 2021-2022, mais aussi réfléchir à un plan de renforcement de l'enseignement supérieur. Vu la dégradation de la situation depuis plusieurs années, ce plan était déjà nécessaire avant la crise ; il l'est davantage aujourd'hui.

Lire la tribune : Universités : « Le risque est réel d'un décrochage massif »

Les étudiants de première année doivent pouvoir, d'ici à la fin de leur licence, pallier les lacunes qu'ils auront pu accumuler grâce un encadrement pédagogique resserré. Pour les étudiants en année diplômante, qui se retrouveront dans les prochains mois sur un marché de l'emploi en très forte tension, la fin de scolarité doit être aménagée de sorte



que les diplômés puissent conserver un lien avec leurs établissements et leur statut d'étudiant.

De manière générale, l'accompagnement social des étudiants et de tous les jeunes adultes devient impératif, ce qui renvoie au débat actuel sur le revenu de solidarité active. Nous ne pouvons plus minimiser les séquelles de la crise, nous contenter d'un illusoire retour à la normale, ni nous satisfaire d'expédients. Tout cela réclame ce qui a tant manqué jusqu'à présent : de l'anticipation, de la cohérence et des moyens à la hauteur de l'enjeu.

Gabriel Galvez-Behar est doyen de la faculté des humanités de l'université de Lille.

Gabriel Galvez-Behar (Universitaire)

Contribuer

Services



FORMATION PROFESSIONNELLE avec topformation.fr

**COMPAREZ
DES MILLIERS
DE FORMATIONS**
en France

Recherchez



FORMATION ANGLAIS avec Gymglish

POUR AMÉLIORER
VOTRE **ANGLAIS**

1 MOIS OFFERT

